

De l'associationnisme sectoriel à la radicalité politique ?

Georges Ubbiali
Maître de conférences, Université de Bourgogne
UMR 5605, Centre Georges Chevrier

La sociologie politique, ou les sciences politiques, ont développé de longues et subtiles analyses concernant l'analyse de la contestation, de la mobilisation au point de faire apparaître la sociologie des mouvements sociaux comme une spécialisation thématique. Ces disciplines ont repéré, à la jonction des années 1960 et 1970, l'émergence de « nouveaux mouvements sociaux » (NMS).

La littérature sociologique s'avère riche sur le sujet, et des tentatives nombreuses ont été proposées pour définir le caractère novateur, précisément, de ces mouvements. Sans entrer dans les détails d'une littérature abondante¹, quatre traits peuvent être retenus : les nouveaux mouvements sociaux s'inscrivent dans le dépassement du mouvement ouvrier², référence classique ; les revendications développées par les NMS sont de nature « post-matérialiste », elles sont portées par des mouvements tels que le féminisme, les luttes autonomistes, l'écologie politique ou encore les mobilisations pacifistes³ ; les NMS impliquent de nouveaux acteurs et de nouvelles couches mobilisées, en lieu et place des *blue-collar movements*, se manifestent une « nouvelle classe moyenne », des fractions de la petite-bourgeoisie, des couches intellectuelles ; enfin, les NMS développent un rapport renouvelé au politique, il s'agit moins pour eux de conquérir l'Etat que de viser au développement d'espaces d'autonomie.

Par-delà les différentes caractéristiques qui ont pu être mobilisées par tel ou tel auteur pour préciser les contours de ce type de mouvement (ainsi tour à tour et simultanément, les valeurs, les modes d'action ou encore le répertoire de l'action collective), un trait commun rassemble les NMS : la défiance à l'égard des organisations considérées comme « traditionnelles » : le triptyque parti-syndicat-association (plus ou moins intriqués selon les périodes ou les conjonctures nationales).

Malgré ses limites (voire ses incohérences), cette sociologie des NMS sert ici pour appréhender les associations qui ont surgi en France depuis une dizaine d'années et qui font l'objet du développement du premier point. On examinera, dans un second temps, comment ces différentes structures ont constitué un facteur de politisation de la vie sociale, avant de s'interroger sur les ambiguïtés de ce mouvement de politisation.

1. Patrice MANN, *L'action collective. Mobilisation et organisation des minorités actives*, Paris, A. Colin, 1991 ; Jacques LAGROYE, *Sociologie politique*, Presses de la FNSP & Dalloz, 1991, p. 294-310 ; Jérôme LAFARGUE, *La protestation collective*, Paris, Nathan, 1998, p. 38-52 ; NEVEU Erik, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La découverte, 1996, p. 66-75 ; Olivier FILLIEULE, Cécile PECHU, *Lutter ensemble. Les théories de l'action collective*, Paris, Harmattan, 1993, p. 117-156 ; François DUBET, « Les nouveaux mouvements sociaux », p. 61-70, in François CHAZEL [dir.], *Action collective et mouvements sociaux*, Paris, PUF, 1993 ; Sophie BEROD, René MOURIAUX, Michel VAKALOULIS, *Le mouvement social en France. Essai de sociologie politique*, Paris, La Dispute, 1998 ; Lilian MATHIEU, Les nouvelles formes de la contestation sociale, *Regards sur l'actualité*, mai 1999, p. 33-44 ; Lilian MATHIEU, Le mouvement contre la mondialisation libérale, *Regards sur l'actualité*, déc. 2001, p. 17-27 ; Lilian MATHIEU, *Comment lutter ? Sociologie et mouvements sociaux*, Paris, Textuel, 2004 ; Tim JORDAN, *S'engager. Les nouveaux militants, activistes, agitateurs...*, Paris, Autrement, 2003 ; Sarah WATERS, *Social Movements in France. Towards a new Citizenship*, London, Macmillan, 2003 ; ION et alii, *Militer aujourd'hui*, Paris, Autrement, 2005 ; Isabelle SOMMIER, *Le renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Paris, Flammarion, 2005 ; Michel OFFERLE, *Sociologie de la vie politique française*, Paris, La Découverte, 2004.

2. On lira avec intérêt le livre de José GOTOVITCH, Anne MORELLI [dir.], *Les solidarités internationales. Histoire et perspectives*, Bruxelles, Labor, 2003, qui actualise ce trait par le biais des organisations internationales.

3. Autant de terrains sur lesquels de nombreuses études monographiques ont été réalisées.

La situation française

Depuis une grosse décennie, et singulièrement depuis la grève de 1995 contre le Plan Juppé¹, une série de mobilisations sociales d'ampleur ont retenu l'attention des observateurs : mouvements des chômeurs, mouvement des sans-papiers, mobilisation des personnes sans-logis, mobilisation contre l'extrême droite, etc., toute une série d'actions protestataires de ceux qu'on a caractérisé comme les « sans » (droit, logis, travail, etc.) a occupé l'agenda politique et social de manière inattendue, au point que certains ont pu concevoir ces mobilisations comme relevant d'un « miracle social »².

Derrière chacune de ces mobilisations, on retrouve une, ou plus exactement des associations qui promeuvent, soutiennent, organisent la mobilisation, la contestation, développent l'activisme, bref apparaissent comme des entreprises d'action collective.

Les sans-emploi sont représentés par AC ! (Agir contre le chômage !), l'APEIS (Association, pour l'emploi, l'information et la solidarité), la CGT-Chômeurs, ou encore le MNCP (Mouvement national des chômeurs et précaires). Le DAL (Droit au logement)³, le CDSL (Comité de défense des sans-logis), le CML (Comité des mal logés), DD ! (Droit devant !), mobilisent sur le terrain du logement. Ras le Front ou les SCALP (Section carrément anti-Le Pen) développent les mobilisations en matière d'antifascisme, tandis qu'Act up se préoccupe de lutte contre le sida⁴. En même temps que les associations composant ce mouvement social devenaient plus nombreuses, elles rénovaient assez radicalement les modes d'expression habituellement en usage. Occupations de logements vides, occupations d'ANPE (Agence nationale pour l'emploi) ou d'ASSEDIC (AG, blocage de laboratoires pharmaceutiques, réquisitions d'emplois, parrainages républicains de sans-papiers, interruptions d'émissions télévisées, opérations coups de poings, euromarchés contre le chômage⁵, etc., constituent autant d'actions spectaculaires, renouvelant le répertoire routinisé de l'action collective. Alors que les organisations syndicales se contentent, le plus souvent, d'actions misant sur l'effet du nombre, ces structures innovent en matière de formes données à la protestation.

La plupart de ces structures se sont engouffrées au cours de la période la plus récente dans les mobilisations contre la mondialisation et la globalisation capitaliste⁶. De ce point de vue, Attac⁷ occupe une position centrale. Attac vers laquelle converge une bonne partie des activistes du mouvement des sans et dont plusieurs organisations sont représentées es-qualités dans la direction. Des manifestations importantes ont été organisées dans la période la plus récente⁸.

1. Sur cette grève, on trouvera une recension extensive dans l'ouvrage de Sophie BEROUD, René MOURIAUX, *Le souffle de décembre*, Paris, La Dispute, 1997.

2. On fait ici allusion à la déclaration de Pierre Bourdieu lors de son intervention du 17 janvier 1998 à l'occasion de l'occupation de l'École Normale Supérieure par des chômeurs. Intervention reproduite dans Pierre BOURDIEU, *Contre-feux. Propos pour servir à la résistance contre l'invasion néo-libérale*, Paris, Liber, 1998, p. 102-104.

3. DAL, *Le logement, un droit pour tous*, Paris, Le Cherche-Midi, 1996 ; Jean-Yves COTTIN, *Avec les sans-logis*, Paris, L'Atelier, 2003

4. Un descriptif sur chacune de ces structures est disponible chez Xavier CRETTEZ, Isabelle SOMMIER, *La France rebelle. Tous les foyers, mouvements et acteurs de la contestation*, Paris, Michalon, 2002.

5. Lire la pénétrante analyse sur la distinction entre marche et manifestation chez Danielle TARTAKOWSKY, *Les images font-elles encore image ?*, *Sociétés et représentations*, 2001, n° 12, p. 161-176.

6. Ces mouvements ne luttent pas contre la mondialisation en tant que telle, mais « contre la politique de mondialisation impulsée par des institutions internationales et des firmes multinationales (corporations en anglais), relayées par des gouvernements nationaux, selon des principes strictement libéraux ayant pour fin la marchandisation de la plupart des secteurs de la vie sociale (dont la culture et l'éducation), à l'aide d'une déréglementation généralisée favorisant les investissements économiques », Franck POUPEAU, La contestation de la mondialisation en France, in Sophie BEROUD, René MOURIAUX [dir.], *L'année sociale 2002*, Paris, Syllepse, 2002, p. 89-1000. Citation p. 89. C'est en sens que la lexie altermondialiste tend à se développer pour caractériser leur action.

7. Sur Attac, lire ATTAC, *Tout sur Attac*, Paris, Mille et une nuits, 2000, et le rapprochement inattendu entre Attac et l'AIT dans Danielle TARTAKOWSKY, « Attac, ou les échelles-temps du libéralisme », in Claire ANDRIEU, *et alii.* [dir.], *Associations et champ politique. La loi de 1901 à l'épreuve du siècle*, Paris, Publication de la Sorbonne, 2001, p. 643-657. Attention, cependant, Attac n'est pas en position de monopole sur ce terrain. Citons notamment l'OCCOMC. Lire Caroline MONNOT, Divergences au sein de la « nébuleuse » anti-OMC, *Le Monde*, 26 octobre 1999.

8. Pour ne prendre que l'année 2001 : contre le ZLEA-FTAA à Québec (avril) ; dénonciation du sommet européen de Göteborg (juin) ; contre la réunion de la Banque mondiale à Barcelone (juin) ; contre le G8 à Gênes (juillet) ; contre

Ajoutons, pour conclure, que cette mouvance s'est dotée d'un véritable *think-tank*. La fondation Copernic¹, se définit comme un instrument de contre-expertise collective dont le but avoué est de constituer le pendant de la Fondation Saint-Simon, libérale de gauche, auto dissoute en juin 1999². Copernic alimente cet ensemble de mouvements (et l'opinion publique au-delà, le monde journalistique en particulier) en argumentaires, en réflexions et en outils intellectuels de compréhension du monde.

En quoi cet activisme associatif représente-t-il un facteur de politisation ou, plus exactement, comment s'effectue la politisation de ces mouvements³ ?

Un facteur de politisation

L'offre de politisation se réalise par le biais de trois entrées parallèles : ce processus de politisation se manifeste à travers un travail de mobilisation contre l'Etat et les institutions ; les biographies militantes des dirigeants sont irriguées par un rapport au politique ; enfin, ces mouvements accordent une place importante à l'extrême gauche. Chacun de ces facteurs doit être examiné plus en détail.

La mobilisation contre les institutions

Les critiques sectorielles (corporatives disent certains) développées par ces dynamiques associatives sont porteuses d'un mouvement de politisation. Elles permettent une montée en généralité des éléments d'insatisfaction et de revendication. Par montée en généralité, il faut entendre l'effet d'entraînement dans les représentations politiques de la contestation sectorielle. Une seule illustration dont nous avons été témoin à travers l'expérience d'étudiants. La répression de la manifestation de Gênes a plus fait pour la prise de conscience de nombreux manifestants sur la nature de l'Etat⁴ que de très savantes et nombreuses explications pédagogiques. La manifestation (et, au sens large, le répertoire d'action mobilisé par ces mouvements) est facteur d'affrontement avec les institutions. Les illustrations pourraient être multipliées, en rapport avec les mobilisations engagées sur chacun des secteurs spécifiques à l'association⁵.

Les biographies militantes

Second vecteur de politisation : la biographie de la plupart des promoteurs de cette action collective (à une fréquence qu'il s'agirait d'estimer plus précisément⁶). En effet, bon nombre de ces individus correspondent à la caricature du meneur que dénonçait en son temps Gustave le Bon en cherchant à expliquer la formation des foules (révolutionnaires)⁷.

Bon nombre de ces leaders ont en effet un passé de militant politique, le plus souvent à l'extrême gauche, mais pas toujours. A défaut de pouvoir développer cet aspect, on se contentera de l'illustrer

l'Europe libérale à Bruxelles (décembre). Le sommet de ces mobilisations, c'est le Forum social mondial de Porto Alegre I et II et III (janvier 2001, janvier 2002, janvier 2005).

1. Consulter : <http://www.fondation-copernic.org>.

2. Pour un développement, lire Nicolas DEFAUD, Le cas de la Fondation Saint-Simon (1982-1999), une approche comparée, *Histoire & Sociétés*, 2002/4, p. 40-50.

3. Il serait d'ailleurs tout à fait intéressant de comparer comment d'autres types d'associations produisent un rapport, plus ou moins conscient et volontaire, de rupture avec un processus de politisation. On lira une intéressante illustration dans le mémoire de Matthieu GATEAU, *Le bénévolat au service d'une association de commerce équitable. Le cas d'Artisans du Monde à Dijon*, maîtrise de sociologie, Université de Bourgogne, 2003. Lire également les pénétrantes analyses de Thomas COUTROT, *Démocratie contre capitalisme*, Paris, La Dispute, 2005

4. « Une bande d'hommes armés » pour reprendre l'expression de Lénine.

5. Sur l'expérience des chômeurs lire par exemple les témoignages de Richard DETHYRE, *Chômeurs. La révolte ira loin*, Paris, La Dispute 1998 ; *La révolte des chômeurs*, Paris, R. Laffont, 1992 ; François DESANTI, *Itinéraire rebelle*, Paris, Le temps des cerises, 2004. Sur les luttes immigrées se reporter aux témoignages recueillis par Mogniss H.ABDALLAH, *J'y suis, j'y reste ! Les luttes de l'immigration en France depuis les années soixante*, Paris, Réflex, 2000.

6. Il est clair que pour être totalement convaincante, l'approche en terme biographie devrait s'accompagner d'indicateurs chiffrés sur la présence des militants politiques, les sympathies politiques des acteurs, etc.

7. Sur Le Bon, lire la contribution de Laurent GERBIER, « L'âme des peuples et le corps des foules : le populisme paradoxal de Gustave Le Bon, in Olivier IHL, et alii, *La tentation populiste au cœur de l'Europe*, Paris, La Découverte, 2003, p. 267-282.

par le biais de deux exemples. Le premier est le plus inattendu au regard des modalités de mobilisation des sans-papiers¹. En effet, Madjiguène Cissé et Ababacar Diop, deux Sénégalais porte-parole dudit mouvement, étaient préalablement militante du PADS (Parti africain pour la démocratie et le socialisme) pour la première et d'un mouvement maoïste pour l'autre². Le second exemple est celui d'Annick Pourre³, une des animatrices du DAL (avec J.-B. Eyraud). Son engagement remonte assez loin puisqu'elle avoue des sympathies anticolonialistes durant la guerre d'Algérie. Elle rejoint le PCF par la suite, et devient également déléguée CGT dans son entreprise. Selon son témoignage, elle est exclue du PC en 1982. Après quelques soubresauts biographiques, elle rejoint le DAL à ses débuts (1990). Au moment de la publication de ces lignes, elle venait d'adhérer à Sud-Aérien.

En investissant le domaine associatif, ces militant(e)s importent avec eux des schèmes d'analyse et d'action, des modes d'organisation, en lien direct avec l'univers partidaire au sens le plus strict du terme.

Par la place de l'extrême gauche

Le dernier vecteur de politisation est la présence, suffisamment massive pour être régulièrement dénoncée, de militants politiques des organisations d'extrême gauche. En effet, en parallèle au développement de ces structures associatives dans la décennie, le syndicalisme radical (SUD⁴, FSU⁵) et l'extrême gauche se sont également renforcés⁶. Si l'on a pu évoquer l'existence d'un écosystème⁷ pour caractériser les milieux d'influence et les relais sociaux du PCF, force est de constater les contours d'une configuration similaire pour l'extrême gauche.

Pour ne prendre qu'une illustration, l'existence d'une association comme AC ! œuvrant sur le terrain de la lutte contre le chômage n'aurait pas été possible sans l'appui du syndicalisme le plus militant. Mieux même, AC ! résulte du choix réalisé par un ensemble de courants politiques et syndicaux de se doter d'un instrument d'action sur ce terrain⁸. La LCR est, sans doute, l'organisation la plus investie dans ces différentes structures associatives, la plus en phase avec ces milieux partisans, même si cette implantation ne s'effectue pas toujours sans difficultés et critiques⁹. Organisations trotskystes, mais aussi courants libertaires (à l'instar de l'Alternative

1. Consulter Johanna SIMEANT, *La cause des sans-papiers*, Paris, Presses de Sciences-po, 1998.

2. Lire leur témoignage : Madjiguène CÏSSE, *Parole de sans-papiers*, Paris, La Dispute, 1999 et Ababacar DIOP, *Dans la peau d'un sans-papiers*, Paris, Seuil, 1997.

3. Tel qu'il est rapporté dans son autoportrait publié dans Jean-Christophe BROCHIER, Hervé DELOUCHE, *Les nouveaux sans-culottes. Enquête sur l'extrême gauche*, Paris, Grasset, 2000, p. 94 et suiv.

4. Lire SUD, « *Qu'est ce que Sud-Solidaires ?* », 2002.

5. Se reporter à Gérard ASCHIERI, *Qu'est ce que la FSU ?*, Paris, L'archipel, 2002. On retiendra que contrairement à SUD, la FSU n'a pas (encore) fait l'objet de travaux de référence.

6. En s'en tenant à ce seul indicateur électoral, les trois candidats de Lutte Ouvrière (Arlette Laguiller), de la Ligue Communiste Révolutionnaire (Olivier Besancenot) et du Parti des Travailleurs (Daniel Gluckstein) ont obtenu en score cumulé 10,44 % (respectivement 5,27 % ; 4,25 % et 0,47 %) à l'élection présidentielle de 2002. Hormis chez quelques commentateurs un peu moins pressés que la moyenne, ce véritable séisme politique est passé inaperçu à l'aune de l'élimination du candidat socialiste du second tour de la compétition. On trouve une analyse intéressante chez Bernard DOLEZ, Annie LAURENT, « Marches et marges de la gauche », in Pascal PERRINEAU, Colette YSMAL [dir.], *Le vote de tous les refus. Les élections présidentielle et législatives 2002*, Paris, Presses de Sciences-po, 2003, p. 251-273. Consulter également Stéphane COURTOIS, Marcel GAUCHET, Krzysztof POMIAN, Bernard POULET, Philippe RAYNAUD, Table ronde, « L'énigme trotskiste », *Le Débat*, n° 123, janv.-fév. 2003, p. 99-111.

7. Le terme d'écosystème est employé dans les recherches sur le mouvement communiste pour caractériser les liens puissants unissant le parti à un ensemble de structures (associations, syndicats, structures *ad hoc*) naviguant dans son orbite.

8. Lire le récit journalistique de la création de AC ! dans Marie-Agnès COMBESQUE, *Ca suffit ! Histoire du mouvement des chômeurs*, Paris, Plon, 1998 et la version universitaire chez Didier DEMAZIERE, Maria-Teresa PIGNONI, *Chômeurs : du silence à la révolte*, Paris, Hachette, 1998. Sur cette littérature voir également Georges UBBIALI, *Rébellion de papier. Le mouvement des chômeurs en livres*, *Drôle d'époque*, 1999, n° 5, p. 205- 212.

9. Daniel LINDENBERG, « A gauche de la gauche », in Jean-Jacques BECKER, Gilles CANDAR [dir.], *Histoire des gauches en France*, volume 2, *XX^e siècle : à l'épreuve de l'histoire*, Paris, La Découverte, 2004, p. 119-134.

libertaire, AL ou de la Confédération nationale du travail, CNT) ou en rupture de PCF parfois ¹, coexistent au sein de ce monde associatif radical ². Certains militants occupent même des positions de premier plan. On pourrait évoquer le cas de Christophe Aguiton, dirigeant de la LCR, qui est sans doute un des plus convaincants en la matière ³.

Le processus de politisation du mouvement social s'effectue donc par de multiples points d'entrée, dont on a retracé ici, brièvement, quelques-unes des logiques.

Pour autant, le processus de politisation qui s'opère n'est pas exempt de difficultés.

Une politisation ambiguë

Deux éléments permettent de comprendre en quoi ce processus de politisation du champ social présente des ambiguïtés. Il s'agit tout d'abord du problème des débouchés politiques de l'entreprise associative. Les limites sectorielles de la critique seront abordées dans un second mouvement.

La question du débouché politique

Ces différentes structures associatives expriment en effet un sentiment assez fort d'indépendance et de défiance à l'égard de la représentation politique. Cette prépondérance de l'action sociale sur l'action politique (au sens partidaire du terme) s'est notamment manifestée par un appel d'août 1998, revendiquant « l'autonomie du mouvement social ». Signée par un ensemble de militants associatifs, syndicalistes, intellectuels et citoyens, cette adresse se voulait un avertissement aux partis (PCF et LCR surtout), soupçonnés de vouloir débaucher des figures du mouvement social à l'occasion des élections européennes de 1999 ⁴. Ces signataires n'hésitaient pas à reproduire le mode de raisonnement du syndicalisme révolutionnaire d'avant 1914 en proclamant l'inutilité de l'offre politique. Un appel précédent en mars 1997 ⁵ se concluait par le constat que : « Nous sommes la gauche parce que nous la faisons ». Ainsi qu'elle est conçue par une partie des animateurs de ces mouvements, la politique institutionnelle apparaît comme un terrain miné. La question de la représentation et de la mise sur agenda des revendications portées par cette série d'associations court ainsi le risque de se retrouver en permanence en déshérence de relais politique. Plus que d'un renouvellement des débouchés politiques porté par l'action associative/mouvementiste, c'est, au pire, un danger permanent de récupération (voire d'instrumentalisation) de cette demande politique qui risque de se produire. Mais l'hypothèse la plus probable est celle d'une auto limitation de cette dynamique, qui s'agite radicalement sur le terrain social, tout en délaissant la possibilité pratique de rénovation du champ politique. Une configuration où le domaine politique demeurerait la propriété de ses acteurs, professionnels, tandis que la mobilisation sociale occuperait les animateurs des mouvements du même nom, risquerait d'accentuer une coupure régressive pour la participation politique, déjà largement en déshérence ⁶.

1. Ainsi, Jacques Nikonoff, actuel secrétaire général d'Attac provient du PCF, de même que Pierre Tartakowsky est issu de la CGT. Si les communistes en divergence avec leur parti ont été parmi les premiers à intégrer certaines structures, Attac en premier lieu, désormais il n'est plus rare de croiser des militants communistes au sein de cette mouvance. Si l'on en juge par la place que lui consacre l'*Humanité*, Attac, pourtant née hors de l'initiative du PCF, est une organisation aussi légitime que d'autres structures plus traditionnellement associées au monde communiste.

2. On trouvera des aperçus dans Denis PINGAUD, *La gauche de la gauche, Contre-enquête*, Paris, Seuil, 2000 ainsi que BROCHIER et DELOUCHE, *op. cit.*

3. Christophe Aguiton est notamment l'auteur d'un des ouvrages de référence sur le mouvement antimondialisation, Christophe AGUITON, *Le monde nous appartient*, Paris, Plon, 2001. Lire également, Eric AGRİKOLIANSKY, *et alii* [dir.], *L'altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*, Paris, Flammarion, 2005 et Eric AGRİKOLIANSKY, Isabelle SOMMIER [dir.], *Radiographie du mouvement altermondialiste*, Paris, La Dispute 2005.

4. Le PCF a constitué une liste « Bouge l'Europe » avec quelques représentants des milieux associatifs, à l'exemple de Fodé Sylla de SOS-Racisme. La LCR a, pour sa part, réalisé une liste commune avec LO.

5. Appel intitulé : « Nous sommes la gauche ! ».

6. Se reporter à Pascal PERRINEAU [dir.], *L'engagement en politique. Déclin ou mutation ?*, Paris Presses FNSP, 1994 ; ION Jacques, *La fin des militants*, Paris, Atelier, 1997.

La question de la globalisation de la critique

Alors que la plupart de ces mouvements renvoient à une remise en cause sectorielle du fonctionnement social, ils ont largement remis l'action sur leur terrain de prédilection au profit de démonstration publique (forum social, euromanifestation, etc.). Bref, en abandonnant ce qui faisait leur ancrage dans un militantisme de terrain, ces collectifs risquent au mieux de verser dans l'éducation populaire de masse (versant Attac), au pire d'apparaître comme des cautions d'une institutionnalisation croissante de certaines mobilisations de type médiatique. Certaines dénonciations de « la *jet set* de la contestation qui va de manifestation en manifestation » commencent à s'énoncer ici ou là¹. En délaissant le militantisme de terrain, ces associations courent le risque d'entamer un processus de dépolitisation de masse, au profit d'une division sociale du travail contestataire. De nouveau l'exemple de Christophe Aguiton mériterait de plus amples développements. Son évolution au fil de la dernière décennie suit une logique qu'il serait tout à fait intéressant de déconstruire en même temps que de vérifier si elle correspond à une translation idéal-typique des sites d'investissement militant. Membre fondateur de SUD, il participe au lancement d'AC ! dont il est une des figures dirigeantes. Il participe en tant que membre fondateur à la création d'Attac. Sur la base de ses responsabilités associatives, responsable des relations internationales, il se déplace dans l'univers militant pour devenir désormais un des porte-parole attiré du mouvement altermondialiste. Avant d'entamer ce *cursus honorum* militant, la presse avait pressenti ces qualités puisque *Le Monde*² n'hésitait pas à le qualifier de « nec plus ultra du militantisme ».

A l'image de cette figure médiatique évoquée, on peut s'interroger sur l'ancrage localisé et sectoriel persistant d'une bonne partie de ces composantes du « mouvement social ». L'éloignement potentiel des scènes primitives d'activité sociale court ainsi le risque de fragiliser le processus de politisation engagé.

Un radicalisme sans politique ?

Sans doute les diverses organisations de ce qu'on appelle « le mouvement social » par paresse, souvent, et difficulté d'identification, ont incontestablement joué un rôle décisif de politisation de masse par le renouvellement du répertoire d'action collective, par l'émergence de nouveaux thèmes de mobilisation sociale, etc.

Cependant, le risque est réel d'une dissociation croissante entre des structures de mobilisation radicale d'un côté et une sphère politique inentamée de l'autre. La démocratisation de la société impulsée par ces associations ne saurait se limiter à cet aspect, en laissant intact le système politique et économique. Sans quoi ce monde associatif, aussi radical soit-il, relèvera clairement des plus traditionnels groupes d'intérêt ne luttant, comme l'écrivait en 1984 Jacques Donzelot³ « plus au nom du droit, pour le droit, mais pour nos droits, nos droits sociaux, en tant qu'ils définissent des privilèges spécifiques ou les compensations locales accordées à telle ou telle catégorie de la société, en raison des préjudices singuliers qu'elle est censée subir du fait de la division sociale du travail. L'exigence absolue de justice s'est effacée au profit de querelles sur la relativité des chances dont bénéficient les uns, des risques qu'encourent les autres ».

Sigles :

AC !, Agir contre le Chômage

AL, Alternative Libertaire

AIT, Association Internationale des Travailleurs

APEIS, Association Pour l'Emploi l'Information et la Solidarité

ATTAC, Association pour la Taxation des Transactions Financières pour l'Aide aux Citoyens

1. Franck POUPEAU, Revenir aux luttes. Eléments pour une critique de la contestation, *Agone*, 2002, n° 26-27, p. 9-20.

2. Véronique MAURUS, Christophe Aguiton (Sud) : le nec plus ultra du militantisme, *Le Monde*, 21 décembre 1995.

3. Jacques DONZELOT, *L'invention du social. Essai sur le déclin des passions politiques*, Paris, Fayard, 1984, p. 11.

CDSL, Comité Des Sans-Logis

CML, Comité des Mal Logés

CNT, Confédération Nationale du Travail

DAL, Droit Au Logement

DD !, Droit Devant !

FSU, Fédération Syndicale Unitaire

LCR, Ligue Communiste Révolutionnaire

LO, Lutte Ouvrière

MNCP, Mouvement National des Chômeurs et des Précaires

OCCOMC, Organisation pour le Contrôle Citoyen de l'OMC

PADS, Parti Africain de la Démocratie et du Socialisme (Sénégal).

SCALP, Section Carrément Anti-Le Pen

SUD, Solidaires, Unitaires, Démocratiques

ZLEA-FTAA, Zone de Libre Echange des Amériques-Free Trade Area of the Americas